



07

févr.  
2018

▲ Niv. 2

L'État a  
répondu

France

Création de l'alerte : 09 févr. 2017

## Le Front National refuse d'accréditer Mediapart et Quotidien à l'occasion des Assises Présidentielles du parti

SOURCE DE LA MENACE ▶ Non-étatique

CATÉGORIE ⓘ ▶ Harcèlement et intimidation de journalistes

**AUTEUR : FEJ/FIJ, Index, RSF**

Le 31 janvier 2017, les demandes d'accréditations du site d'information en ligne Mediapart et de l'émission Quotidien, diffusée par la chaîne de télévision TMC, ont été refusées par le Front National à l'occasion des « Assises présidentielles » de Marine Le Pen qui se sont tenues à Lyon les 4 et 5 février 2017. Le Front National refuse régulièrement l'accès à ses événements à ces deux médias, leur reprochant un traitement "militant".

L'équipe de Quotidien a également été empêchée de faire son travail le 1er février 2017, alors que Marine Le Pen était en déplacement au Salon des Entrepreneurs à Paris. Les journalistes ont été violemment mis à l'écart par des agents de sécurité. Le journaliste Paul Larroutour, qui était pourtant accrédité, venait de poser une question à Marine Le Pen sur les accusations d'emplois fictifs au Parlement européen visant son parti.

### INFORMATIONS ADDITIONNELLES ▼

- ➔ Vidéo d'un journaliste de "Quotidien" expulsé sans ménagement d'une visite de Marine Le Pen publié sur le site de Franceinfo
- ➔ Information publiée sur la plateforme Mapping Media Freedom: "France: Journalists violently expelled from conference with Marine Le Pen"

### RÉPONSES DE L'ÉTAT ▼



07 févr. 2018 | Réponse des autorités françaises

- ➔ Lettre de la Représentation permanente de la France auprès du Conseil de l'Europe

## SUITES DONNÉES



**osce** 06 févr. 2017 | La Représentante de l'OSCE pour la liberté de la presse qualifie l'exclusion violente d'un journaliste d'un évènement public d'inacceptable

 [Communiqué de Dunja Mijatović \(en anglais\)](#)